



Déclaration

CAPD du 10 septembre 2020

Cette rentrée revêt un caractère tout à fait inédit à plus d'un titre. Aux conséquences sanitaires de la crise, s'ajoutent des conséquences économiques.

Le SNUipp-FSU revendique d'autres priorités pour notre société: la préservation de l'emploi, la création d'emplois pérennes notamment pour les jeunes, le développement des services publics et des industries nécessaires à la réponse aux besoins en biens et services et prenant en compte l'urgence écologique. Il est impératif d'augmenter les salaires, les traitements, les pensions et les minimas sociaux. Un énième « plan de relance » qui ne remet pas en cause ces politiques, ne pourrait conduire qu'à une aggravation de la crise sociale, économique et écologique. La crise sanitaire a mis en évidence qu'il était nécessaire de changer la politique économique et sociale. Développer les services publics, abandonner les réformes régressives comme celles des retraites, du chômage, augmenter les salaires, lutter contre la précarité et la pauvreté doivent devenir les priorités de notre gouvernement.

C'est pourquoi le SNUipp-FSU appelle à faire de la journée du 17 septembre une première journée d'action pour imposer le changement nécessaire.

Contrairement à ce que tente de laisser penser le Ministre dans les médias, la rentrée scolaire 2020 présente toutes les caractéristiques d'une rentrée hors norme, tant du point de vue sanitaire que de l'impréparation ministérielle. Pourtant, comme chaque année, les acteurs de la communauté éducative et notamment les enseignant-es ont été au rendez-vous. Au rendez-vous malgré les consignes ministérielles reçues au compte goutte et dont les dernières, tant attendues, sont arrivées le vendredi 28 août à 21h ; au rendez-vous malgré la distribution de seulement 4 masques lavables par enseignant-es ce qui est bien peu et qui, pour beaucoup, sont trop petits ; au rendez-vous malgré les inscriptions communiquées tardivement aux équipes désorganisant de fait la constitution des classes ; au rendez-vous malgré les effectifs très chargés dans un certain nombre d'écoles dont des classes débordent d'une trentaine d'élèves...

Dix jours après la rentrée scolaire ; nous avons un nouveau chiffre qui revient dans les médias tous les soirs : le nombre de classes et ou d'écoles fermées du fait de la

crise sanitaire. Pourtant, à ce jour de nombreuses questions restent sans réponse et laisse vraiment planer le doute sur l'anticipation de cette rentrée .

Les usagers de l'école s'inquiètent aussi lors de cette rentrée. Malgré les efforts constants des enseignants et notamment des directrices et directeurs depuis de longs mois, ils sentent bien l'impréparation ministérielle et ont perdu toute confiance dans la parole publique.

Nous serons tous fixés dans quelques semaines sur l'évolution sanitaire. Espérons que, si celle-ci se détériore, un nouveau protocole sera édicté et que le ministère se préparera, cette fois-ci sérieusement à un enseignement hybride : prime d'équipement PE, accompagnement des personnels en difficulté pour mettre en place cet enseignement, équipement pour les familles, communication en amont de la fermeture des écoles, des consignes et moyens pour réussir cette nouvelle phase d'enseignement...

Enfin, cette crise a mis en exergue l'état de délabrement de beaucoup d'écoles, notamment le manque de points d'eau et de lavabos. Alors, au moins, pour pallier un minimum cela, les écoles devraient toutes être équipées de distributeur de gel et d'essuie-mains jetables. Mais bon, encore une dépense qui doit être superflue ! ou qui souffre de l'absence de consignes ministérielles à destination des collectivités cet été. Peut-être que le ministre avait mieux à faire...

En tout état de cause, ce protocole n'apporte donc pas les réponses attendues. Seul le ministre s'en gargarise. Espérons que, au moins au niveau local, nous saurons être solidaires face à la crise, et que la tendance au "Pas de vagues" n'aura pas droit de citer.

A présent attardons-nous sur l'aspect pédagogique de cette rentrée. La seule réponse du ministère face aux disparités des élèves dues au confinement est de promouvoir les désormais fameuses évaluations de septembre. Nous en serons à la troisième année de mise en œuvre de ces évaluations nationales standardisées au CP et CE1 en début et milieu d'année.

Alors que les élèves ont vécu depuis le mois de mars une scolarité particulièrement bouleversée, la rue de Grenelle fait comme si de rien n'était et maintient le calendrier de début d'année des évaluations CP et CE1 pourtant déjà fortement remises en cause en temps ordinaire par la communauté enseignante et scientifique. Évaluations remises en cause à la fois dans leurs modalités de passation qui mettent les enseignantes et les enseignants en situation d'exécution, mais également dans le traitement des résultats qui ne permet pas une analyse prenant en compte le parcours des élèves.

Au final, ces évaluations nourrissent essentiellement une communication ministérielle. Ceci est d'autant plus vrai cette année, puisque les items proposés seront, à quelques nuances près, les mêmes que ceux des années précédentes. Ils ne tiendront donc pas compte des conditions particulières d'apprentissage liées à la pandémie. Pourquoi le ministre s'évertue à cadenciser la pédagogie dans la classe en imposant ces évaluations au lieu de donner la main aux équipes pour évaluer au plus près de la réalité des apprentissages des élèves, des progressions dans les

classes ? Mais peut-être ne sait-il pas qu'il y a une progression dans les apprentissages, certes issue des programmes nationaux, mais qui est propre à chaque classe. Cette année il aurait fallu, encore plus que les autres années, laisser aux enseignants du temps. Du temps pour se concerter. Du temps pour laisser les élèves s'exprimer. Du temps pour laisser aux élèves et aux usagers de l'école le temps de rentrer sereinement.

A cette rentrée exceptionnelle s'ajoute une carte scolaire également exceptionnelle notamment par le nombre de fermetures décidées le 4 septembre. Nous dénonçons que des mesures aient et soient actées hors instance. Nous rappelons notre attachement à la transparence. Nos interventions et les remontées de nos collègues traduisent leur sens des responsabilités. De telles prises de décisions en dehors du CTSD et le refus systématique de l'IA-DASEN de recevoir des délégations des parents élus et enseignant.es, entretient le climat de défiance. Le fait que les opérations du mouvement ne se déroulent plus dans le cadre des instances paritaires, laissent les collègues dans un sentiment d'arbitraire quant aux affectations données à l'issue de la commission.

Pour en revenir à la CAPD, on ne peut que déplorer que celle-ci soit la première d'une nouvelle ère. La loi de Transformation de la Fonction Publique du 6 août 2019 a en effet écarté les organisations syndicales de toutes les opérations touchant à la carrière des personnels. D'abord les mutations et tous les actes de mobilité en 2020, puis les promotions en 2021. Sous le prétexte de fluidifier le dialogue social dans la fonction publique, toute transparence sur la gestion de leur carrière est ainsi refusée aux agents. Le principe de l'équité de traitement est prévu dans le statut général des fonctionnaires, garant de la continuité d'un service public de qualité et mettant les fonctionnaires à l'abri des pressions économiques et politiques. Mais comment s'assurer de cette équité sans transparence ?

Un des sujets de cette CAPD est l'examen du retrait de la fonction de direction de deux classes et plus d'un de nos collègues. Nous interviendrons lors de la séance sur ce point. Nous souhaitons insister dès à présent sur la nécessité de préserver l'ensemble de collègues qui assurent les missions de directions d'école. Le ministre accorde toute sa confiance aux équipes, notamment dans l'organisation matérielle de cette rentrée, il faut nous adapter en fonction des situations locales, composer avec les élus, les bâtiments, les moyens matériels ... Mais les discours entendus sur BFM ou autres vidéos sont à l'opposé de la réalité du terrain. C'est à se demander si nos dirigeants connaissent le métier d'enseignant et de directeur.

Il est mensonger de dire que "nous sommes prêts" à longueur d'interview. La semaine de rentrée illustre bien que l'école ne repose que sur le professionnalisme des équipes enseignantes qui doivent organiser une rentrée "si particulière" en une journée !

Nous vous remercions pour votre attention.